

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

ASSEMBLEE NATIONALE

PARIS, le mercredi 13 décembre 1995

Jean-Michel BOUCHERON

DISCOURS ESSAIS NUCLEAIRES

Mercredi 13 décembre 1995

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Ce débat sur les essais nucléaires pourrait en apparence paraître décalé par rapport à l'actualité sociale. Il offre cependant avec elle d'inquiétantes similitudes. Une décision solitaire, prise de façon hautaine voire arrogante, un mépris absolu des opinions publiques, des explications extrêmement peu convaincantes, un gouvernement refusant avec obstination le débat parlementaire. En quelque sorte, une solidité de façade masquant de moins en moins bien une crainte sourde de la contradiction.

Songez, mes chers collègues, que le groupe socialiste a demandé que ce débat capital ait lieu en juillet, nous l'obtenons le 13 décembre et encore le gouvernement n'y est pour rien, c'est la procédure parlementaire qui le permet.

Disons-le d'entrée de jeu, les socialistes sont pour la dissuasion et contre les essais nucléaires.

- que nous soyons pour la dissuasion n'étonne personne, nous l'avons maintenue à un haut niveau de crédibilité pendant toute notre période de responsabilité.

- nous continuons à la considérer comme le coeur de notre sécurité. Les modifications du paysage géopolitique n'y changent rien, la dissuasion demeurera pour de nombreuses décennies encore l'ultime recours contre une atteinte majeure portée à notre identité.

- pourquoi être aujourd'hui opposé à ces essais alors que nous en avons pratiqué nous-mêmes près de 80?

- l'explication se situe dans la nature même de cette période historique.

Quel était le contexte ? C'était celui de la guerre froide, celui d'un gigantesque déséquilibre des forces conventionnelles en Europe, un Pacte de Varsovie disposant de 7 à 8 fois plus d'équipement que l'OTAN, celui d'une course effrénée aux armements.

Le nucléaire en particulier était l'enjeu d'une compétition technologique extrêmement disputée. Pendant des décennies, les ingénieurs soviétiques, américains et français ont tendu leurs efforts dans deux domaines capitaux : le silence des sous-marins et la capacité de pénétration des têtes nucléaires.

C'est ce dernier enjeu qui a nécessité de nombreux essais. Le passage à la technologie des têtes multiples imposait des armes de plus en plus petites, des formes adaptées aux têtes de missiles, des durcissements éliminant les rayonnements de neutralisation. La France, dans sa recherche indépendante, devait gagner la bataille de la crédibilité. Il fallait que ces têtes de missiles soient certaines de pénétrer les défenses antimissiles soviétiques.

C'est parce qu'une grande proportion d'entre elles était assurée de passer que la dissuasion jouait. Les essais nucléaires étaient indispensables pour tester chaque avancée technologique. Serions-nous encore dans cette situation que nous approuverions ces essais.

Mais un événement considérable s'est produit dont vous ne tenez aucun compte.

1989 : c'est la chute du mur de Berlin et surtout l'effondrement économique de l'Union soviétique d'abord et de son héritière la Russie ensuite.

En ce qui concerne le rapport de forces stratégiques, cet effondrement économique a entraîné un effet positif et un effet très négatif.

L'effet positif, c'est évidemment l'écroulement du budget militaire de la Russie, unités massivement dissoutes, matériels abandonnés, usines d'armement fermées, centres de recherches à l'arrêt. L'obsolescence du matériel conventionnel et nucléaire est aujourd'hui la règle générale, des milliers de chars rouillent à l'Est de l'Oural, les grands porte-avions de la flotte du Pacifique ayant à peine 12 ans d'âge sont traînés chez les ferrailleurs japonais.

Il est clair que l'ensemble de la recherche antimissile balistique et de ses industries n'échappe pas à ce processus.

Il y a moins de 10 ans, nous étions au coeur de la course aux défenses antibalistiques. Le projet d'IDS du Président Reagan a très certainement été le phénomène déclenchant du retournement de situation. Déjà l'Union soviétique avait constaté qu'elle ne pourrait pas suivre cette escalade, ni sur le plan financier, ni sur le plan technologique. La date symbole du changement de contexte historique est certainement le tête-à-tête Reagan Gorbatchev de Reykjavík. Ce fut la fin des surenchères militaires et le début de la désescalade.

Concrètement, de nombreux sites antibalistiques autour de Moscou ont été fermés. Les grands radars stratégiques notamment celui de Krasnoïarsk ont été démantelés, les photos satellites sont là pour l'attester. Bref le système de défense antimissile balistique n'est plus au niveau, loin s'est fait, de ce qui était il y a encore 5 ou 6 ans.

Cette logique ne s'est jamais arrêtée depuis.

Notre force de dissuasion qui était à l'époque crédible et suffisante face à cet extraordinaire système de défense, l'est évidemment encore aujourd'hui. Nous pouvons dire sans crainte que notre force de dissuasion est plus performante aujourd'hui qu'hier tant en nombre d'armes qu'en capacité d'atteindre leurs objectifs.

Le simple maintien du niveau de suffisance de la dissuasion française améliore par contraste chaque jour sa crédibilité. L'arme peut rester à son niveau actuel puisque le bouclier s'effrite.

Vous n'avez pas tenu compte de ces faits majeurs. Qu'on le veuille ou non vous êtes à contresens de l'histoire. La fin de la course entre l'arme nucléaire et son bouclier a eu lieu il y a une dizaine d'années. La reprise des essais aujourd'hui est inutile stratégiquement.

Par contre, l'effondrement économique de la Russie a pour conséquence un élément extrêmement négatif : le morcellement de l'empire et la faillite de son système de défense a changé la nature de la prolifération.

A l'époque des deux blocs, la prolifération se déroulait de manière classique. Un pays devait se procurer des systèmes de calculs informatiques extrêmement puissants. Il devait fabriquer de la matière fissile, embaucher des chercheurs rares et de haut niveau. Autant d'éléments qui ne pouvaient échapper aux services de renseignement de l'Est et de l'Ouest. Ce processus était lent et visible.

La nouvelle situation a créé d'autres modes de prolifération à côté de la prolifération classique.

Tout d'abord la prolifération par morcellement. Certains pays se sont vus dotés d'une dissuasion nucléaire performante sans même l'avoir désirée, c'est le cas de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan.

Ensuite, la prolifération a pris des formes nouvelles. La désintégration de l'armée soviétique, la dislocation de sa hiérarchie, l'étendue de son implantation ont rendu un certain nombre de ces éléments incontrôlables et incontrôlés.

Dans une recherche éperdue de dollars un certain nombre de ses cadres ont très rapidement compris que le trafic d'armes pouvait être une ressource significative de revenus. Dans de nombreux conflits dans le monde, se sont alors déversées des masses impressionnantes de matériels conventionnels légers.

Il est totalement évident que ce processus ne se limite pas aux seules armes conventionnelles. Evidemment, à ce jour, n'a jamais été détectée la livraison clés en main d'armes nucléaires, encore que personne ne sache exactement où se trouvent les 15 000 armes sub tactiques dont disposait l'Union soviétique : torpilles nucléaires, obus de DCA nucléaires, mines antichars nucléaires.

Par contre, il est évident que les éléments de la fabrication de telles armes sont aujourd'hui sur le marché.

En ce qui concerne l'électronique et le calcul ceci a été souvent vérifié, sans compter la duplicité d'un certain nombre d'entreprises occidentales qui veillent à ne pas connaître la destination réelle de telle ou telle commande de matériels.

La matière fissile fait également l'objet de trafic. La coordination des services secrets américains, russes, britanniques et français permet très régulièrement de débusquer ces trafics. Des chercheurs soviétiques eux-mêmes se voient proposer des contrats qui multiplient par cent ou par mille leur standing de vie. Comment leur reprocher de céder à la tentation ?

Ainsi certains pays disposant de moyens financiers peuvent-ils aujourd'hui facilement se procurer les éléments constitutifs de l'arme nucléaire. Ils ne s'en privent pas.

Il y a maintenant 17 pays qui sont considérés comme pays du seuil, c'est-à-dire, qu'ils peuvent avoir la capacité nucléaire, qu'ils sont sur le point d'en disposer ou qu'ils disposent d'armes artisanales.

Il existe un quatrième type de prolifération que l'on peut appeler la prolifération par contiguïté ou par voisinage. C'est la mobilisation de moyens de recherche dans les pays voisins des pays du seuil. Ainsi, les voisins du Pakistan, de la Libye, de l'Irak, de l'Iran, de la Corée du Nord demandent, à juste titre, de disposer de moyens nucléaires d'équilibre stratégique.

Le cancer de la prolifération pourrait donc par métastases naturelles se développer sur une grande partie de la planète. "

Vous avez, par la reprise des essais nucléaires, donné un signal, un alibi à ces pays. Vous pouviez, sans porter atteinte à notre sécurité, donner l'exemple du refus de la dissémination. Vous avez fait l'inverse dans une attitude nationaliste de courte vue, légère et irresponsable.

Au-delà de ce simple fait, vous privez la France de toute capacité de dénoncer les pays proliférants.

Hier encore, nous pouvions dénoncer les tentatives d'acquisition de l'arme nucléaire, nous pouvions, de façon crédible, participer à des pressions diplomatiques, politiques ou économiques pour obliger ces pays à stopper leur logique d'armement.

La France aujourd'hui ne peut plus rien dire. Que répondriez-vous à ceux qui vous rétorqueraient : la France arrête ses recherches et ses essais quand cela l'arrange, nous ferons la même chose.

Américains et russes qui disposent aujourd'hui de plus de 20 000 armes chacun font maintenant figure de modérateurs.

Comment avez-vous pu vous mettre dans une telle situation ?

L'immense danger de la prolifération nucléaire a fait l'objet d'une vaste prise de conscience internationale. Il y a 6 mois, 178 pays ont adhéré au Traité de Non-prolifération Nucléaire. Ils ont signé entre eux un contrat moral. Les pays nucléaires s'engageaient à arrêter la course aux armements et à enclencher un processus de désarmement nucléaire. En contrepartie, les pays non nucléaires s'engageaient à ne pas

chercher à acquérir l'arme. Nous devons leur transférer des technologies strictement civiles.

L'ensemble de ce dispositif devait être contrôlé par l'AIEA, instance dont on peut critiquer la faiblesse des moyens, mais qui a le mérite d'exister et dont chacun a accepté tant bien que mal la fonction.

Cet engagement moral a été solennellement pris le 11 mai de cette année. La France y a participé. 5 semaines plus tard, Jacques Chirac annonçait la reprise des essais nucléaires français. Cette annonce a été vécue par les pays signataires comme une véritable gifle ce qui explique en partie l'unanimité internationale dans la réprobation de cet acte. Là encore, vous avez isolé la France, terni durablement son image, décrédibilisé sa signature.

Le gouvernement pressentant la faiblesse de sa démonstration n'a pas hésité à pousser le raisonnement à l'absurde. Les essais nucléaires étaient nécessaires pour rattraper notre retard vis-à-vis des américains. Le simple bon sens démontre que 6 essais de plus ou de moins ne changeront rien au différentiel technologique avec l'Amérique. Là encore, tendance du gouvernement à sous-estimer ses interlocuteurs.

Mais en allant plus loin dans le raisonnement, on s'aperçoit que celui-ci se retourne contre les intérêts de la France. L'évolution et la dispersion des technologies et notamment de l'informatique a pour conséquence que dans un monde de prolifération généralisée nous aurions beaucoup plus de chance de nous faire rattraper par les pays du seuil que de rejoindre les deux grandes puissances nucléaires.

Nous sommes aujourd'hui 1 des 5 membres du club nucléaire officiel, nous serions dans cette hypothèse dans 10 ans, 1 membre sur 15 ou 20. Votre logique aboutit, au-delà des dangers de la prolifération à faire perdre à la France son exceptionnalité stratégique et un des atouts de sa puissance diplomatique qui serait alors banalisée.

Vous aboutissez là encore à l'effet exactement inverse de celui que vous êtes censé obtenir. Vous ne préservez pas la position de la France, vous l'affaiblissez.

On comprend avec ces différents éléments la décision logique du Président François Mitterrand d'arrêter les essais en avril 1992 :

- changement du contexte historique
- diminution des défenses adverses
- dangers de la prolifération
- volonté de maintenir le positionnement stratégique de la France.

Certains ont voulu à l'époque réduire cette décision à un choix de politique intérieure. Je ne vous dirai pas le jugement que je porte sur les auteurs de ces polémiques. Laissons-les au niveau où eux-mêmes se sont situés.

Cette décision était quand même un pari. Il fallait que russes, américains et britanniques acceptent d'adopter ce moratoire. Ils l'ont fait malgré des oppositions parlementaires fortes. Ils auraient pu ne pas le faire.

Pour cette raison, et en cas de reprise des expérimentations par les autres puissances, le Président Mitterrand avait clairement annoncé que nous reprendrions également les nôtres. Mururoa restait donc opérationnel pour parer immédiatement à cette éventualité.

Certains ont voulu alors instiller l'idée que le Président de l'époque n'était pas sûr de sa décision, qu'il hésitait. En fait, les partisans des essais cherchaient une espèce de protection morale chez celui qui justement les avait arrêtés. Sont-ils si peu sûrs d'eux-mêmes ?

Que vous le vouliez ou non l'acte qui fera date dans l'histoire sera la décision de François Mitterrand et non celle de Jacques Chirac.

L'un des arguments, le seul finalement que vous utilisez, est que les essais renforcent la dissuasion.

Permettez-nous de penser très exactement le contraire, les essais affaiblissent la dissuasion. Ils l'affaiblissent en créant le doute et en instillant le soupçon.

D'abord, le doute. L'argumentation du gouvernement est étonnante. En premier lieu il s'agirait de vérifier les armes existantes, et notamment la tête nucléaire 75. Nos armes ne seraient-elles pas sûres ? N'en connaissons-nous pas l'exact fonctionnement ? Evoquer les nécessités d'une vérification supplémentaire, que par ailleurs chacun savait inutile, introduit un doute et donc décrédibilise notre système d'armes.

Les essais seraient nécessaires pour étudier le vieillissement des armes. Comme si ces phénomènes n'étaient pas connus après 200 essais, notamment sur des têtes âgées de près de 30 ans. Chacun peut espérer que ces phénomènes sont largement connus.

Les essais seraient nécessaires pour engranger les données de la génération d'armes qui en 2015-2020 succéderont aux armes actuelles. Cet argument ne résiste à aucune analyse. D'abord parce que nos chercheurs seront bien capables à l'époque de construire ce qu'ils savent déjà faire aujourd'hui. De plus, le démantèlement de systèmes antibalistiques aura pour conséquence que les armes futures, si on en a encore besoin, seront paradoxalement plus rustiques que celles d'aujourd'hui.

Nos essais seraient nécessaires pour acquérir une indépendance par rapport à l'Amérique. Comment peut-on dire cela quand on sait que le programme PALEN qui sera évoqué tout à l'heure est un programme franco-américain ? Cela ne me choque pas quant au fond, mais ne peut pas être présenté comme un symbole de l'indépendance vis-à-vis de l'Amérique.

L'ensemble de ces arguments aussi peu convaincants les uns que les autres, crée le doute : les armes françaises ne seraient-elles pas opérationnelles ? Leur fonctionnement ne serait-il pas assuré, les phénomènes physiques ne seraient-ils pas connus 40 ans après la décision de Pierre Mendès-France de lancer la recherche nucléaire milliaire ? Le discours gouvernemental autant que la reprise des essais elle-même décrédibilise notre politique de dissuasion.

La faiblesse de ce discours a bien évidemment créé aussi le soupçon. Ces essais ne seraient-ils pas destinés à faire autre chose, des armes nouvelles par exemple ? Armes de faible puissance, à rayonnement neutronique ou électromagnétique maîtrisé, bref, des armes tactiques.

C'est la chimère de la dissuasion du fort au fou et des frappes décapitantes. Il ne peut pas y avoir d'armes nucléaires de champs de bataille. L'arme nucléaire n'est utilisable que si l'identité de la nation est fondamentalement en danger. En dehors de cette situation extrême, ces armes sont politiquement inutilisables.

Même si pendant la guerre avec l'Irak, Saddam Hussein avait utilisé l'armement chimique, l'Amérique n'aurait pas pu répondre avec le nucléaire sauf à mobiliser contre elle l'ensemble des opinions publiques arabes et internationales et à faire immédiatement exploser la coalition.

L'utilisation de ces armes relèverait donc de l'aventure. Leur possession par la France détruirait la notion même de la dissuasion et représenterait un basculement historique.

Nous refuserons toujours la banalisation de l'arme nucléaire. C'est son non-emploi qui crée sa force.

Le gouvernement ferait un acte d'une exceptionnelle gravité s'il engageait par essais ou par simulation la France dans la fabrication d'armes qui auraient pour fonction de modifier en secret notre concept stratégique de dissuasion.

Quand il a créé à l'époque, ce qu'on appelait la force de frappe, le Général de Gaulle a mis cartes sur table. Nous-mêmes avons supprimé PLUTON et HADES dans la clarté, en raison de l'ambiguïté que la notion préstratégique portait en elle par rapport à celle d'arme tactique. Il n'y a pas de place pour le secret dans la définition d'une politique de défense.

Je ne fais aucun procès au gouvernement sur ce point, mais le seul fait que la question puisse être posée montre les dangers de l'ambiguïté de votre démarche.

La dernière critique que je porterai à cette décision est le fait d'avoir totalement pollué le débat sur la défense européenne. Nos partenaires ont reçu comme un camouflet la proposition du partage de la dissuasion.

La France a voulu faire un pied de nez aux opinions mondiale et européenne. Quémander maintenant une solidarité tardive et unilatérale est un aveu de faiblesse. Le débat sur la place de la dissuasion dans la défense européenne n'était déjà pas facile. Gageons que votre décision va bloquer pour longtemps toute possibilité de débat public dans ce domaine. Pourtant il faudrait avancer dans ce sens. Il n'y aura pas de défense européenne sans qu'on parle de la dissuasion autour du noyau franco-britannique.

Enfin, Monsieur le Ministre, l'isolement diplomatique de la France est aujourd'hui impressionnant. Le choc psychologique du premier essai saluant le 50ème anniversaire de Hiroshima a été malheureusement spectaculaire.

Pourtant, la France est le pays qui a joué un rôle fondamental dans la disparition des forces nucléaires intermédiaires en Europe.

La France est le pays où a été signé le Traité limitant les forces conventionnelles en Europe.

La France est le pays où a été signé le Traité interdisant la fabrication et la vente des armes chimiques.

La France est le plus grand contributeur des Casques Bleus dans le monde. A juste titre, nous étions fiers de cette politique.

Le Président Chirac a brisé cette image réussissant à faire apparaître l'absurde : russes et américains seraient les sages de la planète après s'être combattus par petits pays interposés en faisant plus de 30 millions de morts depuis 1945.

Ce débat devait avoir lieu.

Dans le domaine nucléaire, social comme dans tous les autres, le gouvernement serait bien inspiré d'écouter le parlement au lieu de tenter de le museler. Il aurait alors entendu la voix de la représentation parlementaire lui disant qu'il faut conforter le désarmement et imposer la non-prolifération.

Il aurait peut-être évité de prendre cette décision absurde. Nous respectons les prérogatives du Président, nous refuserons toujours le fait du prince.